La précarité énergétique : enjeux et premiers états des lieux dans le Vaucluse et le Gard Rhodanien

Les réveils de l'AURAV – 27 septembre 2022

Ordre du jour

1

Définition et contexte national

2

Etat des lieux en Vaucluse et dans le Gard Rhodanien

3

Les enjeux locaux au regard des politiques supra nationales

Ordre du jour

1

Définition et contexte national

2

Etat des lieux en Vaucluse et dans le Gard Rhodanien

3

Les enjeux locaux au regard des politiques supra nationales

Un concept de la précarité énergétique revisité

Une première définition officielle posée en 2010 dans la loi du 12 juillet portant engagement national pour l'environnement…

« Est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».

… considérée comme restrictive car ne prenant pas en compte la mobilité

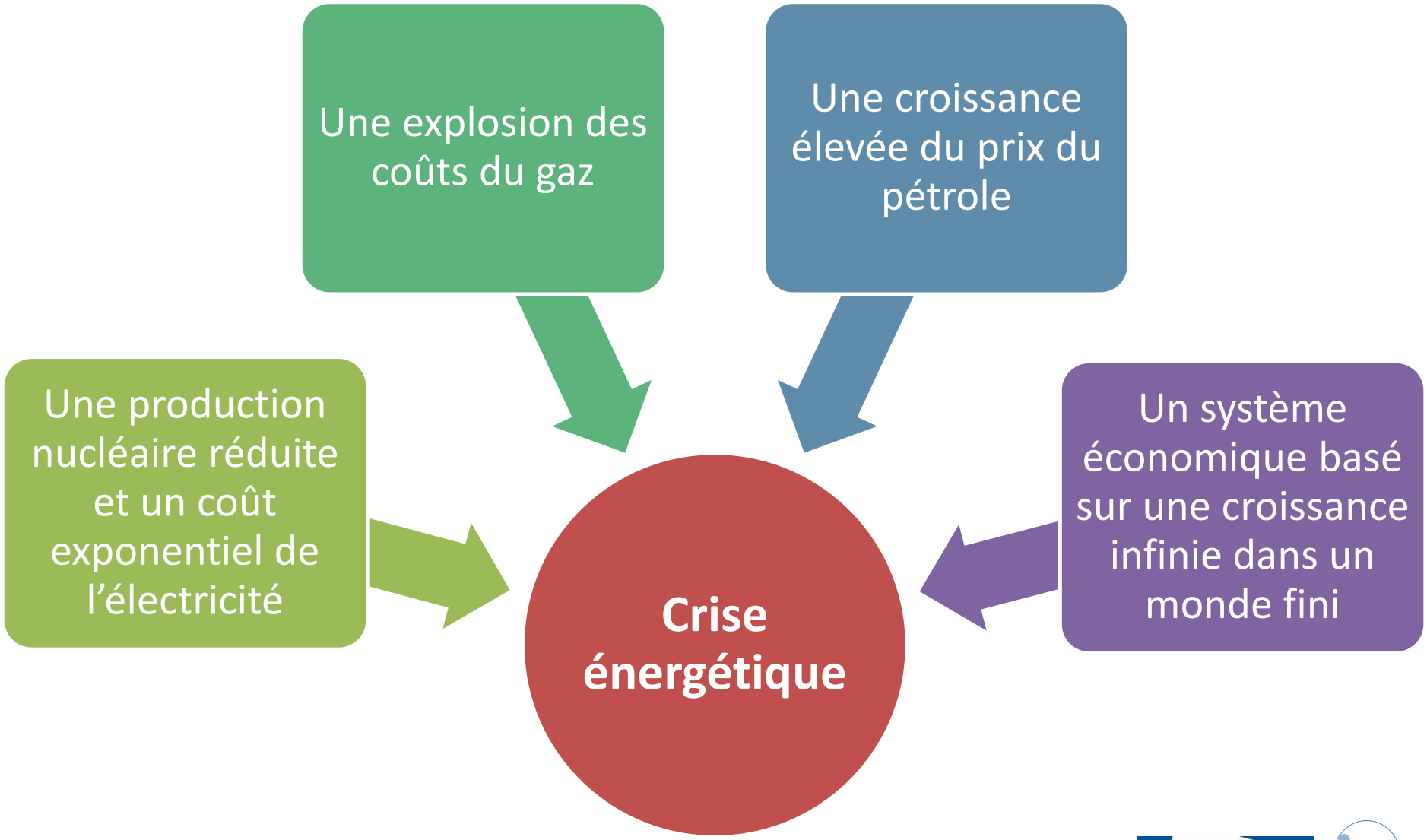
Prise en compte de la définition de l'ONPE qui considère en précarité énergétique les ménages modestes qui consacrent plus de 8% de leur budget aux dépenses énergétiques et plus de 4,5% pour les dépenses liées aux déplacements domicile – travail (ou étude). Sont considérés en double vulnérabilité, les ménages modestes consacrant plus de 10% de leur budget aux dépenses énergétiques (habitat et mobilité).

Un phénomène aux facteurs multiples

Un ménage peut être en précarité énergétique pour des raisons diverses

- Son revenu
- Les caractéristiques du logement
- Le mode de chauffage
- Sa dépendance à la voiture et l'éloignement au lieu de travail
- Le prix des énergies

Une crise énergétique inévitable



Une croissance économique infinie …

Un système économique nécessitant une croissance pour améliorer le niveau de vie …

- Lorsque la population augmente, un **taux de croissance négatif se traduit par une destruction de richesse** et donc par une dégradation du niveau de vie
  - ➢ La France n'a connu qu'à 4 reprises un taux de croissance négatif : 1975, 1993, 2009 et 2020
  - ➢ En 2022, l'activité progresse toujours mais moins que l'année précédente (l'Insee estime une croissance située entre 2,3 et 2,7% pour 2022 contre 6,8% en 2021)
  - ➢ Une situation qui s'accompagne d'une **inflation élevée** du fait de la combinaison de trois facteurs : réouverture rapide de l'économie suite à la pandémie, hausse des prix des énergies et effet de base (prix exceptionnellement bas en 2021 du fait du Covid)

… et accentuant la dégradation planétaire et les inégalités

- La croissance infinie a un **effet néfaste marqué sur notre environnement et le changement climatique**
- Une croissance qui ne profite pas de la même manière à la population et plus spécifiquement depuis l'émergence des marchés financiers dans les années 1980 : « Le niveau d'inégalités est semblable à celui observé à la fin du XIXème siècle » (T. Piketty)
- Une **distribution inégalitaire selon les revenus** qui fait monter le sentiment d'injustice sociale

… dans un monde fini

80% de la consommation énergétique dépend de ressources non renouvelables…

- Des ressources énergétiques divisibles en deux groupes :
  - Energies renouvelables (20% de la consommation) : solaire, biomasse (ex. bois)
  - Energies non renouvelables (80% de la consommation) : combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) et matières fissiles (uranium)

… épuisées d'ici environ 50 ans

- Au rythme de la consommation actuelle, l'Agence internationale de l'énergie prévoit un épuisement des ressources :
  - Pétrole : 54 ans
  - Gaz : 63 ans
  - Uranium : 100 ans
  - Charbon : 112 ans

- En parallèle, elle estime l'augmentation de la **demande en énergie à +45% d'ici 2030**

Une production qui couvre la moitié des besoins énergétiques

Une production d'énergie primaire portée par le nucléaire…

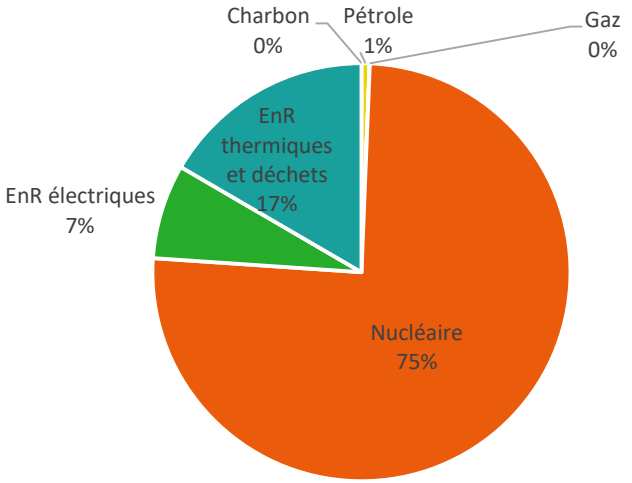
- En 2021, selon l'Insee, **la production d'énergie primaire de la France s'élève à 131,0 millions de tonnes d'équivalent pétrole** (Mtep) avec une production nucléaire de 98,8 Mtep.

… qui couvre plus de la moitié des besoins en énergie

- Tous secteurs confondus, **la France a consommé 238,1 millions de tonnes d'équivalent pétrole** en 2021
- Une production qui couvre théoriquement les besoins en énergie nucléaire et permet même un léger export
- Un recours à l'export pour l'approvisionnement en pétrole et gaz
- Une consommation en énergie renouvelable (32,7 Mtep) proche de la production (31,3 Mtep)

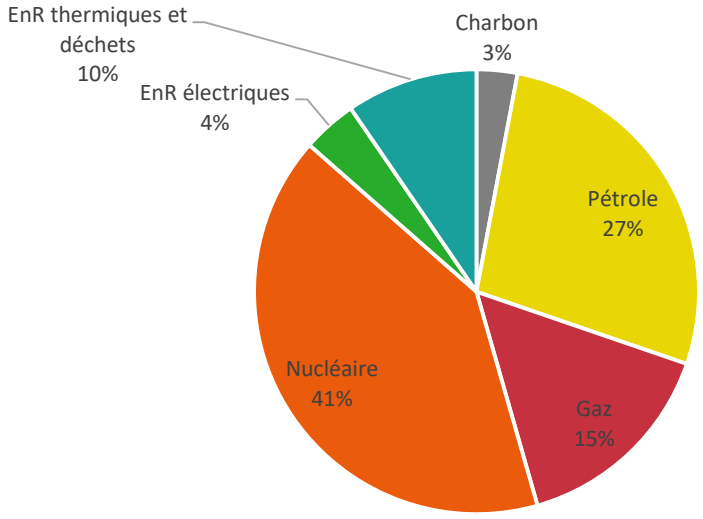
Production d'énergie primaire en France

(source : Insee, 2021)



Consommation totale d'énergie primaire en France

(source : Insee, 2021)



Une production nucléaire réduite

Plus d'un réacteur sur 2 est à l'arrêt en 2022…

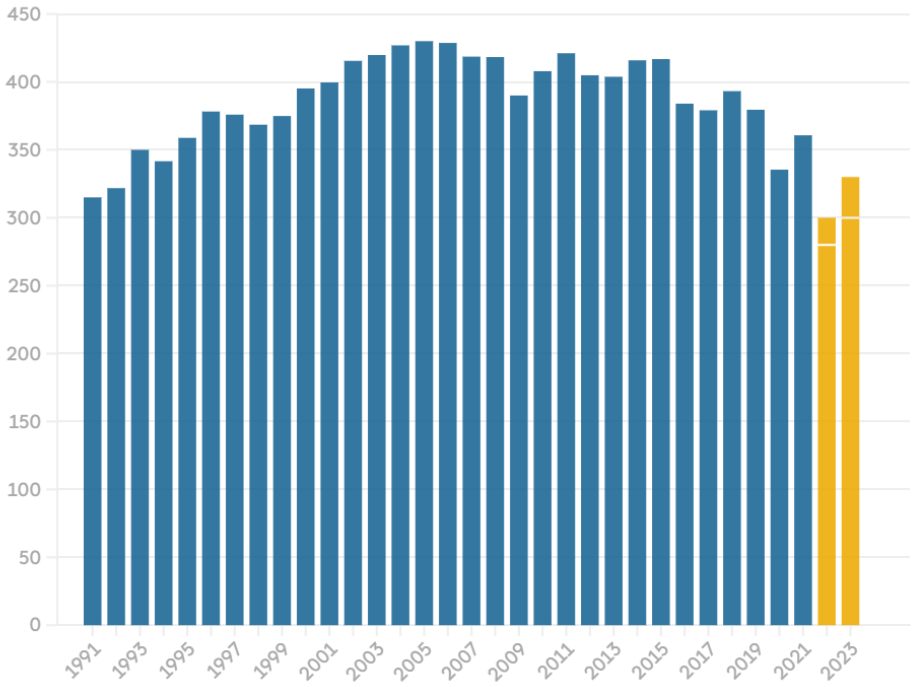
- La France dispose de 56 réacteurs dont 32 sont actuellement à l'arrêt soit 58%

… obligeant la France à acheter de l'électricité à l'étranger

- Traditionnellement, la France exporte de l'électricité durant l'été mais à le besoin de compléter sa production en recourant à l'achat d'électricité durant l'hiver
- Une situation actuelle qui entraîne un achat d'électricité à l'étranger été comme hiver avec des prix qui ont explosé : plus de 1100 euros le KWH contre 85 € un an auparavant

Production nucléaire (en TWh / an) depuis 1991

(source : RTE, EDF, 2022)



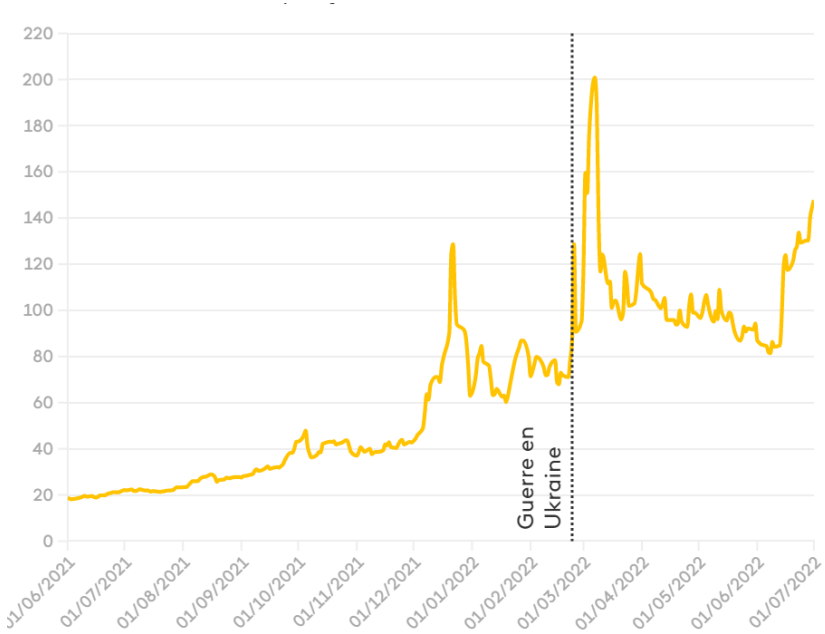
Une explosion des coûts du gaz

Une hausse inattendue des prix gaziers

- Une guerre en Ukraine ayant entraîné l'arrêt de l'approvisionnement en gaz russe de la France et, plus largement, de l'Union européenne : 17% du gaz consommés en France provenaient de Russie (environ 40% à l'échelle de l'UE)
- Un remplacement du gaz russe par du gaz liquéfié ayant un coût bien plus élevé

Prix du gaz depuis juin 2021 (Dutch TTF)

(source : ICE, 2022)



Une peur de ne pouvoir répondre au besoin des ménages et entreprises durant l'hiver

- Des stocks remplis à 90% à la fin du mois d'août 2022
- Des coûts supplémentaires énormes pour les collectivités et entreprises

Une croissance élevée du prix du pétrole

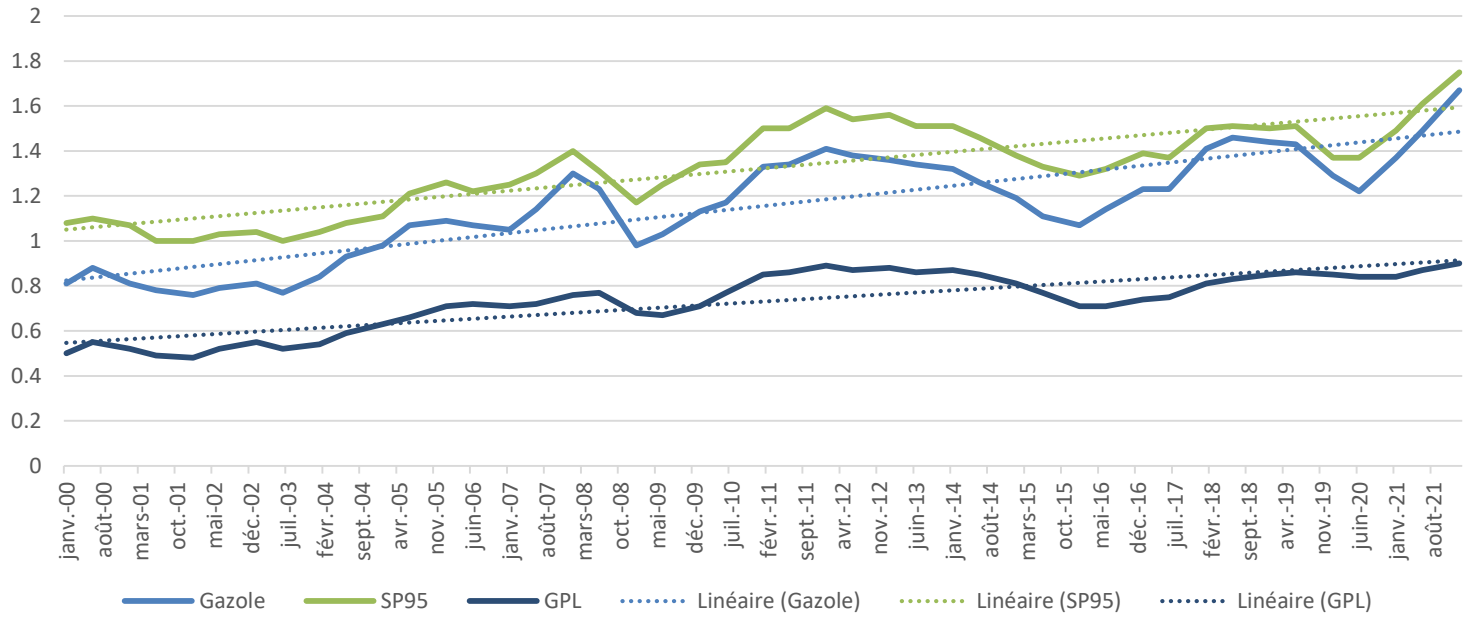
Un prix du baril en forte croissance

- Une forte hausse dès le début de la guerre en Ukraine (+33% en février 2022) : la Russie fait partie des 3 principaux exportateurs de pétrole

- Une barre symbolique des 2 euros / L à la pompe déjà atteinte à deux reprises (mars et juin 2022)

Prix du litre de carburant depuis 2000

(source : Ministère de l'économie, 2022)



Quelles conséquences pour les ménages ?

Une hausse des coûts importante et globale…

- Un flambée des prix des énergies qui a un impact sur de nombreux autres secteurs : hausse du coût des importations, explosion du prix des matières premières (ex. plastique)

…limitée par des mesures majoritairement ponctuelles

- Maintien des aides financières existantes : FSL, Habiter mieux, ma prime renov et chèques énergie
- Gel des loyers dès 2023 des logements ayant une étiquette énergétique F et G suivi d'une interdiction de location (loi Climat et Résilience)
- Une aide de 30 cents/L d'essence jusqu'à fin décembre 2022
- La mise en place d'un bouclier tarifaire qui plafonne l'augmentation du coût de l'électricité à 4% et qui gèle le prix du gaz au niveau d'octobre 2021 jusqu'en 2023

« Nous vivons la fin de ce qui pouvait paraître comme une abondance, celles des liquidités sans coûts, […] des produits et technologies perpétuellement disponibles. »

(Emmanuel Macron, Conseil des Ministres, 25 août 2022)

« Il a été mis en évidence l'impact négatif de la privation de chauffage sur des pathologies aigües et chroniques et notamment des problèmes de santé chroniques respiratoires, ostéo-articulaires, neurologiques ou des syndromes dépressifs. »

(Fondation Abbé Pierre, Colloque CESE, avril 2022)

Une pauvreté toujours plus présente

Un nombre de personnes sous le seuil de pauvreté toujours plus élevé

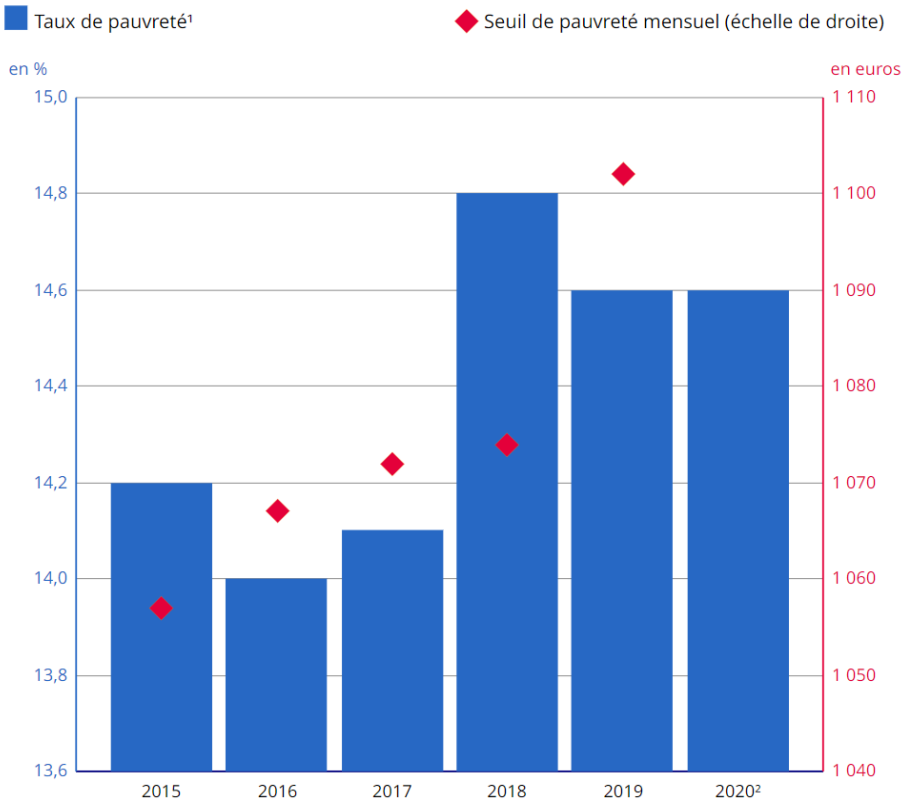
- Un taux de pauvreté qui progresse lentement pour atteindre 14,6 % en 2020 soit 9,2 millions de français
- Un taux qui est aujourd'hui plus élevé qu'au milieu des années 2000

Des inégalités toujours plus fortes

- Un taux de pauvreté en recul pour les retraités
- Une forte croissance depuis 20 ans de la part de familles monoparentales situées sous le seuil de pauvreté
- Des inégalités en progression depuis 2008 : le rapport entre les plus riches et les plus pauvres (3,5) augmente lentement mais constamment (+0,2 points en 10 ans)

Taux de pauvreté en France depuis 2015

(source : Insee, 2022)



Ordre du jour

1

Définition et contexte national

2

Etat des lieux en Vaucluse et dans le Gard Rhodanien

3

Les enjeux locaux au regard des politiques supra nationales

Un territoire marqué par la pauvreté

Un vauclusien sur 5 vit sous le seuil de pauvreté

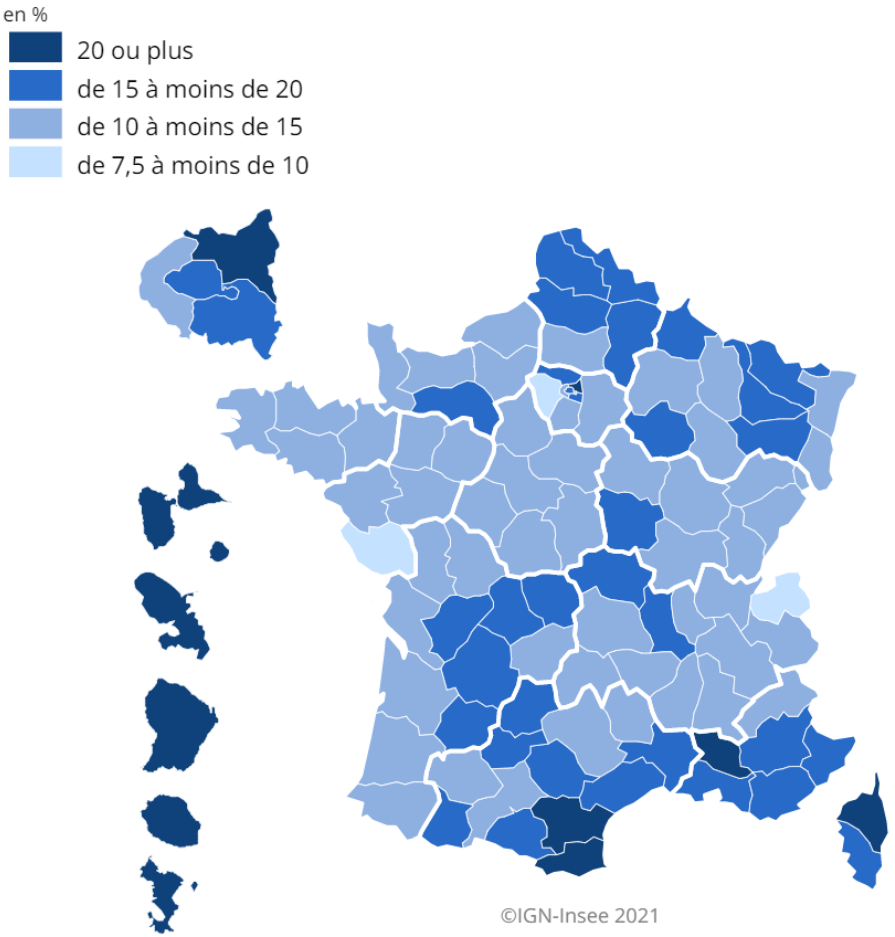
- Le taux de pauvreté atteint 20% en Vaucluse : près de 110 000 personnes disposent de moins de 1 100 euros pour vivre chaque mois
- Un taux de pauvreté également élevé dans le Gard Rhodanien (17%)
- Le niveau de vie médian est également plus faible qu'en France : la moitié des vauclusiens disposent de moins de 1680 euros par mois (au lieu de 1840 € en France)

Les jeunes et les locataires sont les plus touchés par la précarité

- Les taux de pauvreté les plus élevés sont observés chez les moins de 50 ans avec un pic chez les moins de 30 ans (26,7%)
- Plus d'un tiers des locataires sont sous le seuil de pauvreté : environ un ménage sur 2 dans le parc public et 30% dans le parc privé

Taux de pauvreté en France en 2018

(source : Insee, 2022)



Des vauclusiens dépendant à l'automobile

Plus de 8 actifs sur 10 se rendent au travail en voiture

- 83% des actifs vauclusiens et du Gard Rhodanien se rendent au travail en voiture contre 70% à l'échelle française
- Un chiffre stable sur cette dernière décennie

Des actifs qui parcourent en moyenne 26 km A/R pour aller travailler

- Les actifs utilisant leur voiture parcourent en moyenne 26 Km par jour pour se rendre à leur travail : une distance moyenne stable sur ces 5 dernières années

- Les actifs travaillant hors de leur commune de résidence ont des trajets moyens de 39 Km A/R pour se rendre à leur travail

Dépenses moyennes pour se rendre à son travail

(source : OVE 2022, traitement AURAV)

	Coût annuel	Coût mensuel	% SMIC
26 Km A/R	2 080 €	170 €	13 %
39 Km A/R	3 120 €	260 €	20 %

Le coût de revient du véhicule intègre : le coût et le financement du véhicule, l'assurance, l'entretien et la consommation de carburant.

1 jour de télétravail
=
265 € par an d'économie*

** Aurav, « le télétravail : levier de la transition écologique ? », 2020*

Près de 10.000 actifs modestes parcourent plus de 50 Km par jour

Des ouvriers et employés qui parcourent des distances légèrement inférieures …

- Les ouvriers et employés utilisant leur voiture parcourent en moyenne 23 Km par jour pour se rendre à leur travail
- Ceux qui travaillent hors de leur commune de résidence parcourent 34 Km

… mais près de 15%, soit environ 10.000, parcourent plus de 50 Km par jour

- Un coût mensuel de plus de 330 euros par mois, soit ¼ d'un SMIC
- Des actifs précaires se retrouvant en masse principalement dans les pôles urbains (cf.tableau) mais surreprésentés dans les territoires ruraux (Lauris, Puget, Méthamis, Beaumettes, Bastides des Jourdans, Mormoiron, …)

Nombre d'employés et d'ouvriers effectuant plus de 50 Km par jour par commune

(source : Insee 2019, traitement AURAV)

Commune	Nombre d'empl-ouv
Robion	150
Monteux	150
Pontet	160
Cheval-Blanc	160
Mazan	180
Apt	190
Piolenc	190
Aubignan	200
Valréas	200
Tour-d'Aigues	210
Sorgues	210
Lauris	250
Isle-sur-la-Sorgue	270
Bollène	310
Orange	450
Cavaillon	540
Pertuis	550
Carpentras	680
Avignon	810

Des dépenses annuelles très élevées en Vaucluse

Des dépenses moyennes en carburant préoccupantes

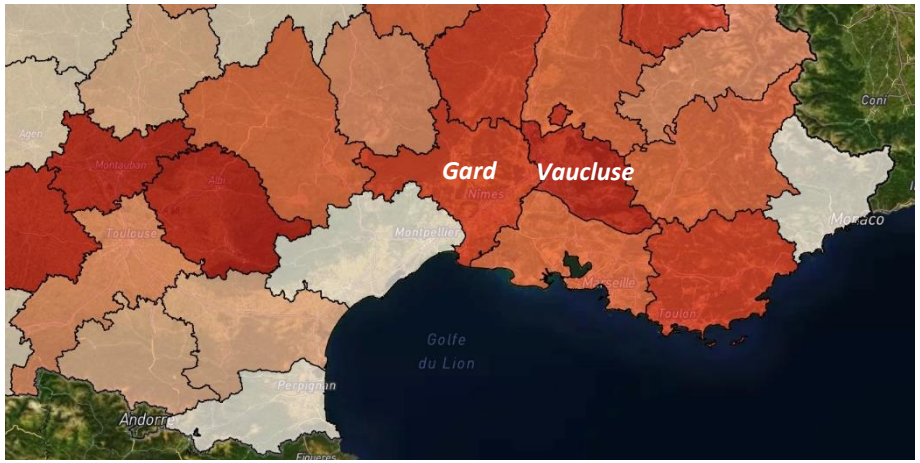
- Pour se rendre à leur travail, les actifs vauclusiens et du Gard Rhodanien consacrent un budget annuel en carburant de 1605 euros soit **plus de 130 euros par mois** contre 110 euros à l'échelle nationale

- **Environ 15% des ménages sont considérés en précarité énergétique transport** en Vaucluse et dans le Gard Rhodanien (soit 38 730 ménages vauclusiens et 4 940 du Gard Rhodanien)

- Si les dépenses moyennes les plus élevées sont constatées sur la CC Sud Lubéron et la CA des Sorgues du Comtat, ce sont dans la CC Ventoux Sud (17,5%) et la CC Enclaves des Papes (17,4%) que la part de ménages en précarité est la plus élevée

Dépenses annuelles moyennes de carburant liée à la mobilité quotidienne

(source : ONPE, 2022)

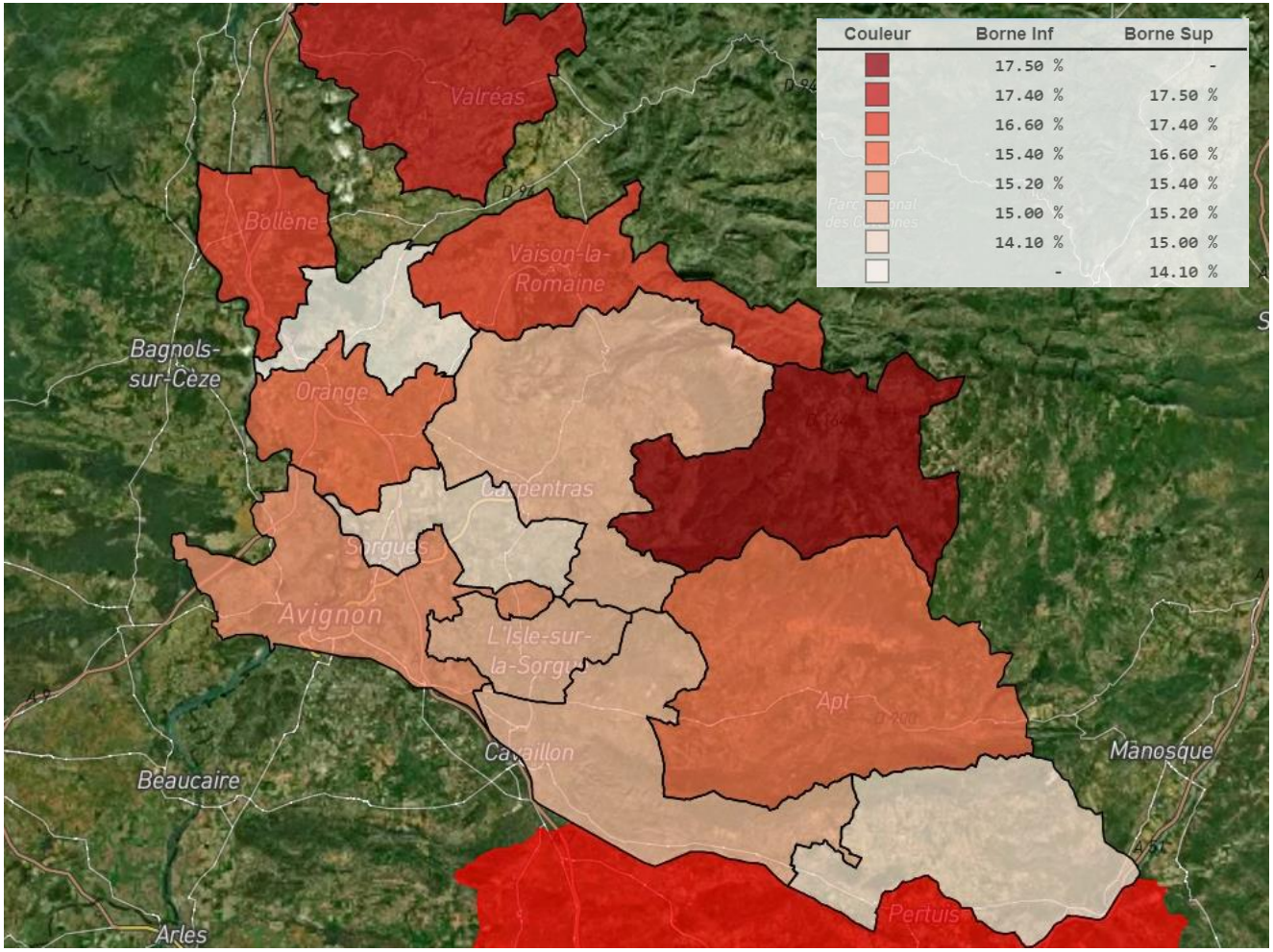


Couleur	Borne Inf	Borne Sup
	1.71k euros/an	-
	1.54k euros/an	1.71k euros/an
	1.47k euros/an	1.54k euros/an
	1.43k euros/an	1.47k euros/an
	1.4k euros/an	1.43k euros/an
	1.36k euros/an	1.4k euros/an
	1.31k euros/an	1.36k euros/an
	-	1.31k euros/an

Les territoires ruraux fortement concernés par la précarité

Part des ménages en précarité énergétique transport

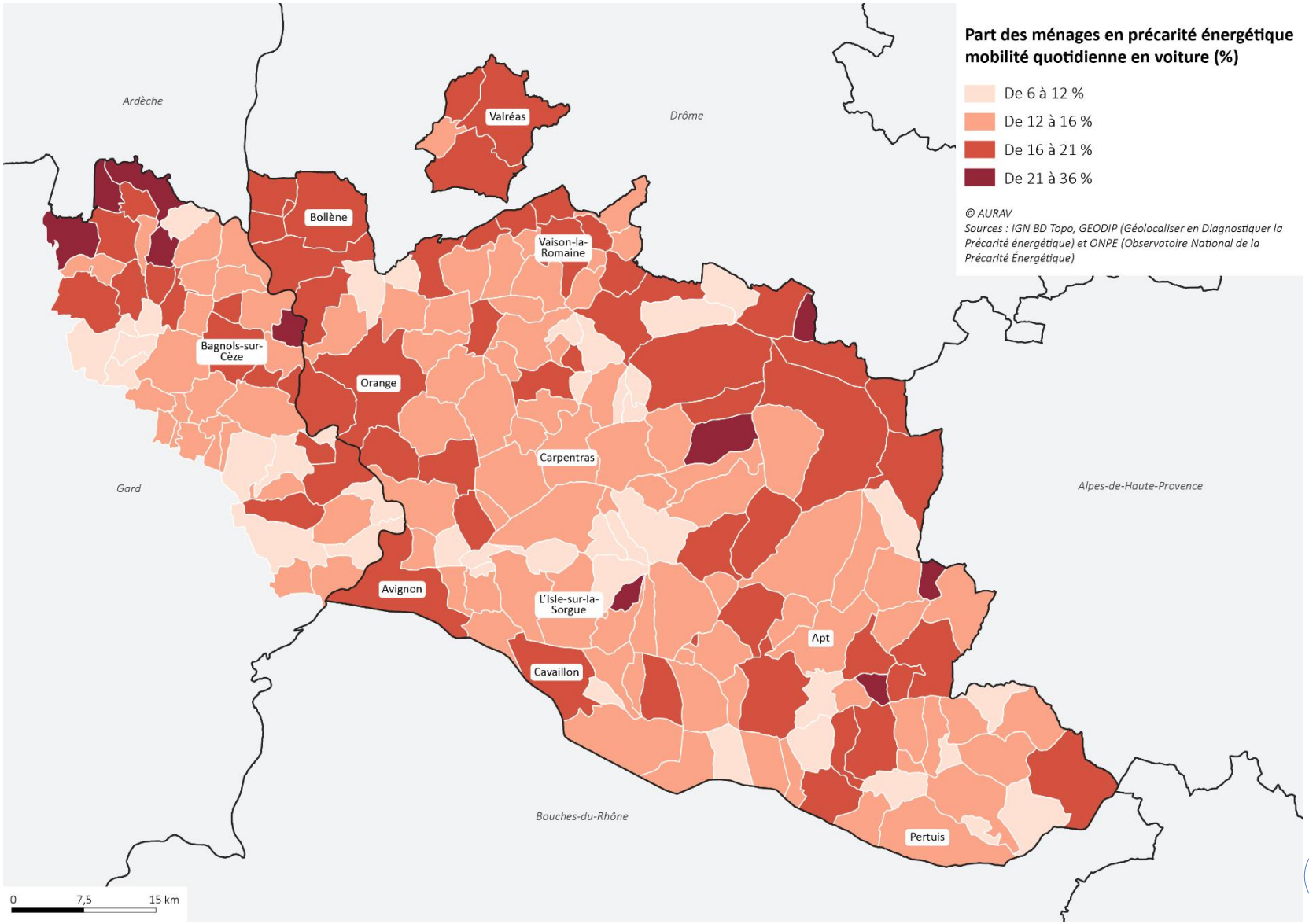
(source : ONPE, 2022)



Des vauclusiens dépendant à l'automobile

Part des ménages en précarité énergétique transport

(source : ONPE, 2022)



Des facteurs de précarité énergétique logement très présents

Une précarité énergétique qui s'explique par une combinaison de 4 facteurs

- Les caractéristiques du logement (type, taille, âge, …)
- Le système de chauffage (environ 53% des consommations dans l'habitat)
- Le prix des énergies
- Le revenu des ménages

Un système de chauffage très dépendant de l'électricité

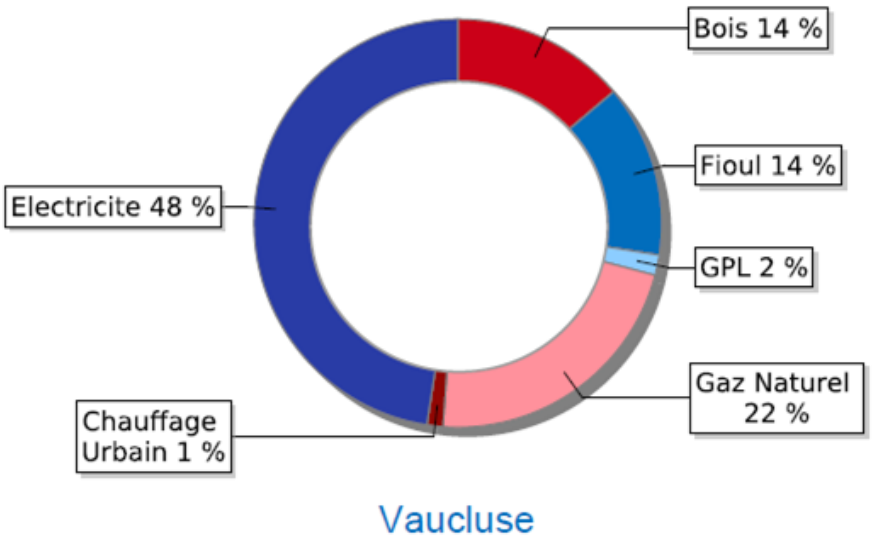
- Près d'un logement sur 2 est chauffé à l'électricité contre un tiers en France
- Le chauffage urbain est quasi-absent sur le territoire (5% en France)

Des logements majoritairement individuels

- Seuls 35% des logements sont des appartements
- 22% des logements datent d'avant 1946, un taux légèrement inférieur à la moyenne française (24%)

Répartition par énergie principale de chauffage

(source : Insee, traitement ONPE 2022)



15% des ménages sont en précarité énergétique liée au logement

Plus de 40 000 ménages en précarité énergétique logement dans le Vaucluse et le Gard Rhodanien

- Près de 15% des ménages sont en précarité énergétique liée au logement : 35 840 en Vaucluse et 4 940 dans le Gard Rhodanien

Des EPCI ruraux et périurbains très touchés…

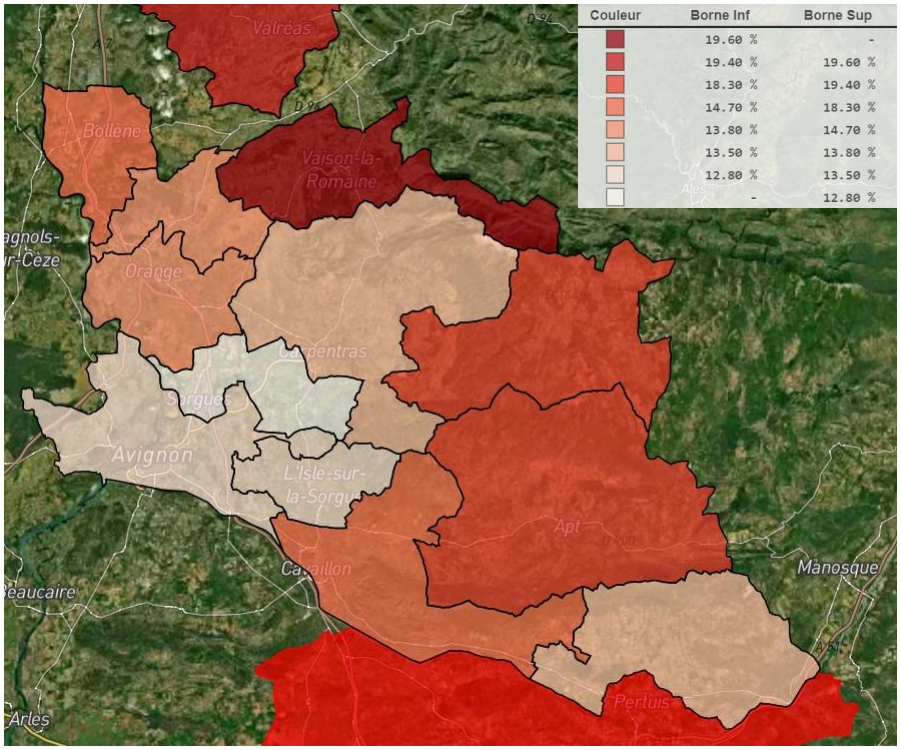
- 20% des ménages de la CC de Vaison-Ventoux sont en précarité énergétique
- Des taux également élevés dans les CC de l'Enclave des Papes (19%), Ventoux Sud (19%) et Pays d'Apt Lubéron (18%)

…mais des ménages plus nombreux dans l'urbain

- Environ 11 500 ménages sont en précarité énergétique dans le Grand Avignon contre, pour exemple, 1540 dans la CC de Vaison-Ventoux

Part de ménages en précarité énergétique logement

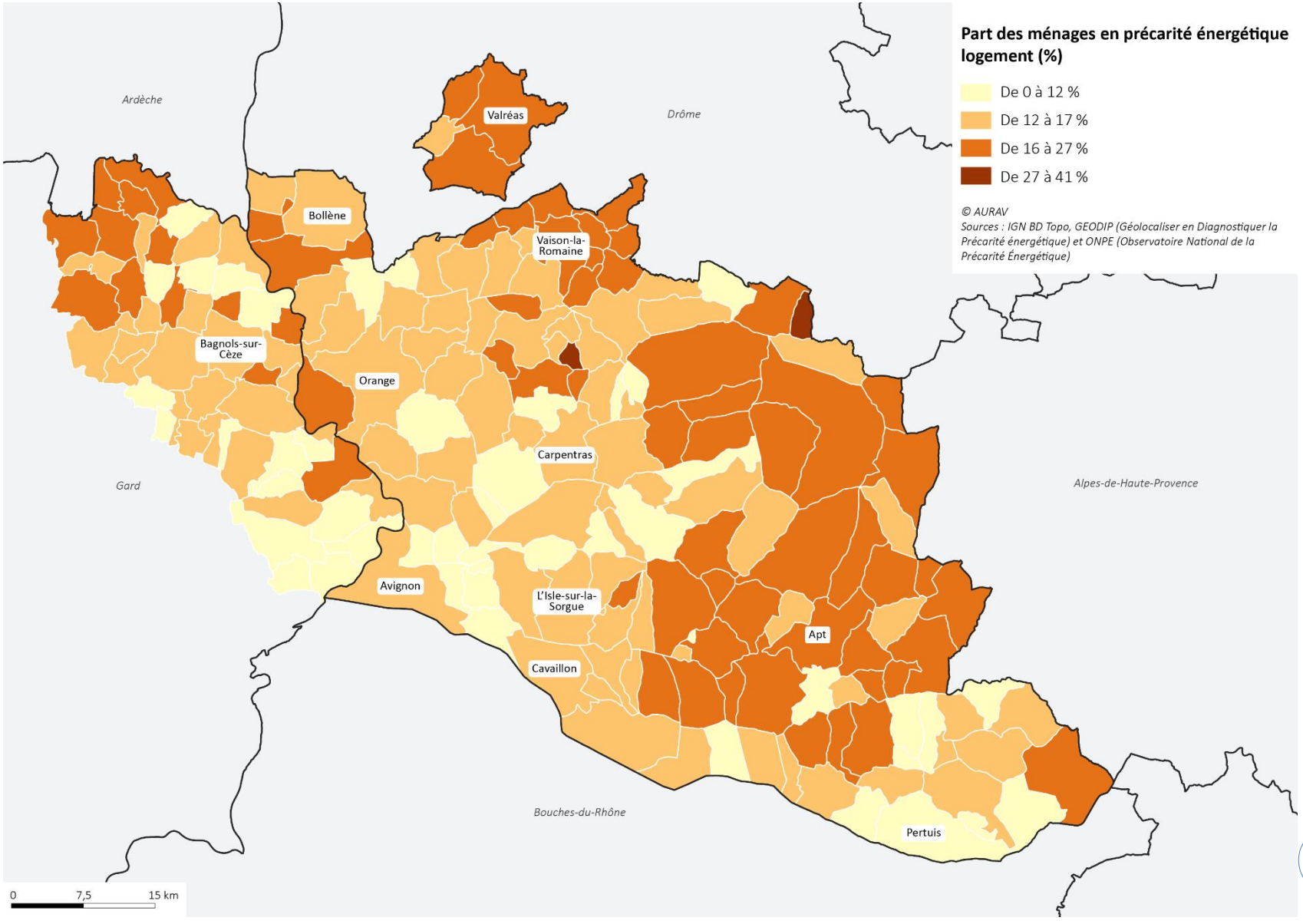
(source : Insee, traitement ONPE 2022)



15% des ménages sont en précarité énergétique liée au logement

Part des ménages en précarité énergétique logement

(source : ONPE, 2022)



Plus d'un ménage sur 5 est en précarité énergétique

22% des ménages vauclusiens et du Gard rhodanien sont en précarité énergétique logement ou transport

- 54 440 ménages vauclusiens et 6 990 du Gard Rhodanien sont en précarité énergétique

Des EPCI ruraux fortement concernés…

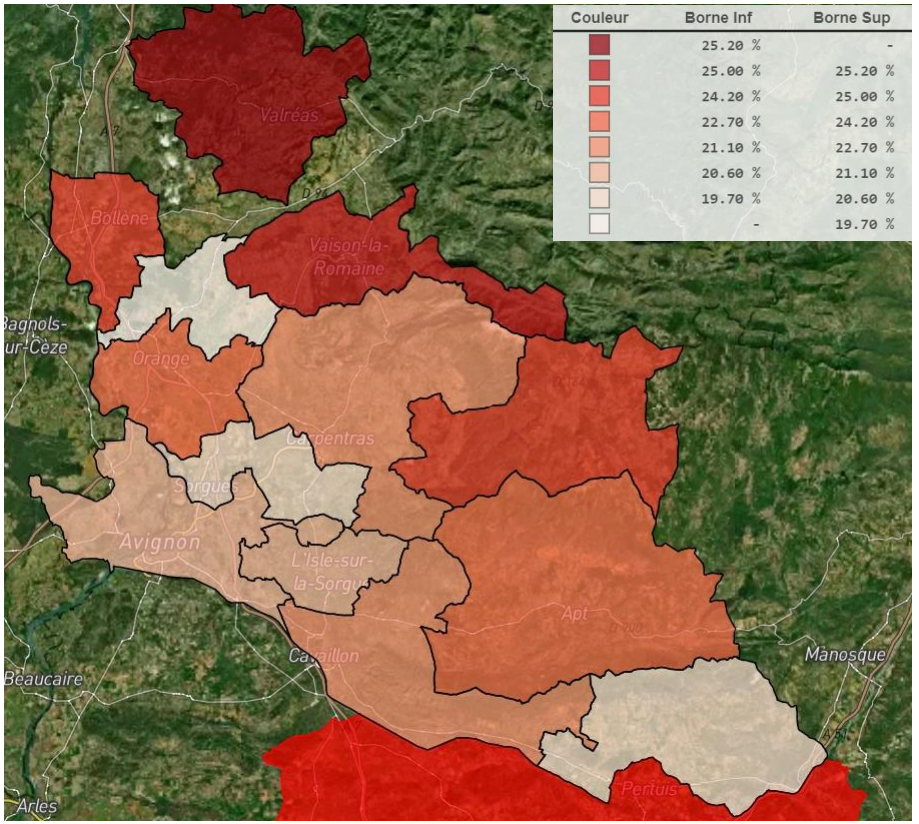
- Plus d'un ménage sur 5 est en précarité énergétique dans les CC de l'enclave des Papes ou de Vaison-Ventoux

…mais une précarité présente aussi dans l'urbain

- 21% des ménages du Grand Avignon et de la COVE sont en précarité énergétique
- La CC d'Aygues-Ouvèze (19,3%) et la CA des Sorgues du Comtat (19,7%) sont les moins concernés

Part des ménages en précarité énergétique logement ou transport

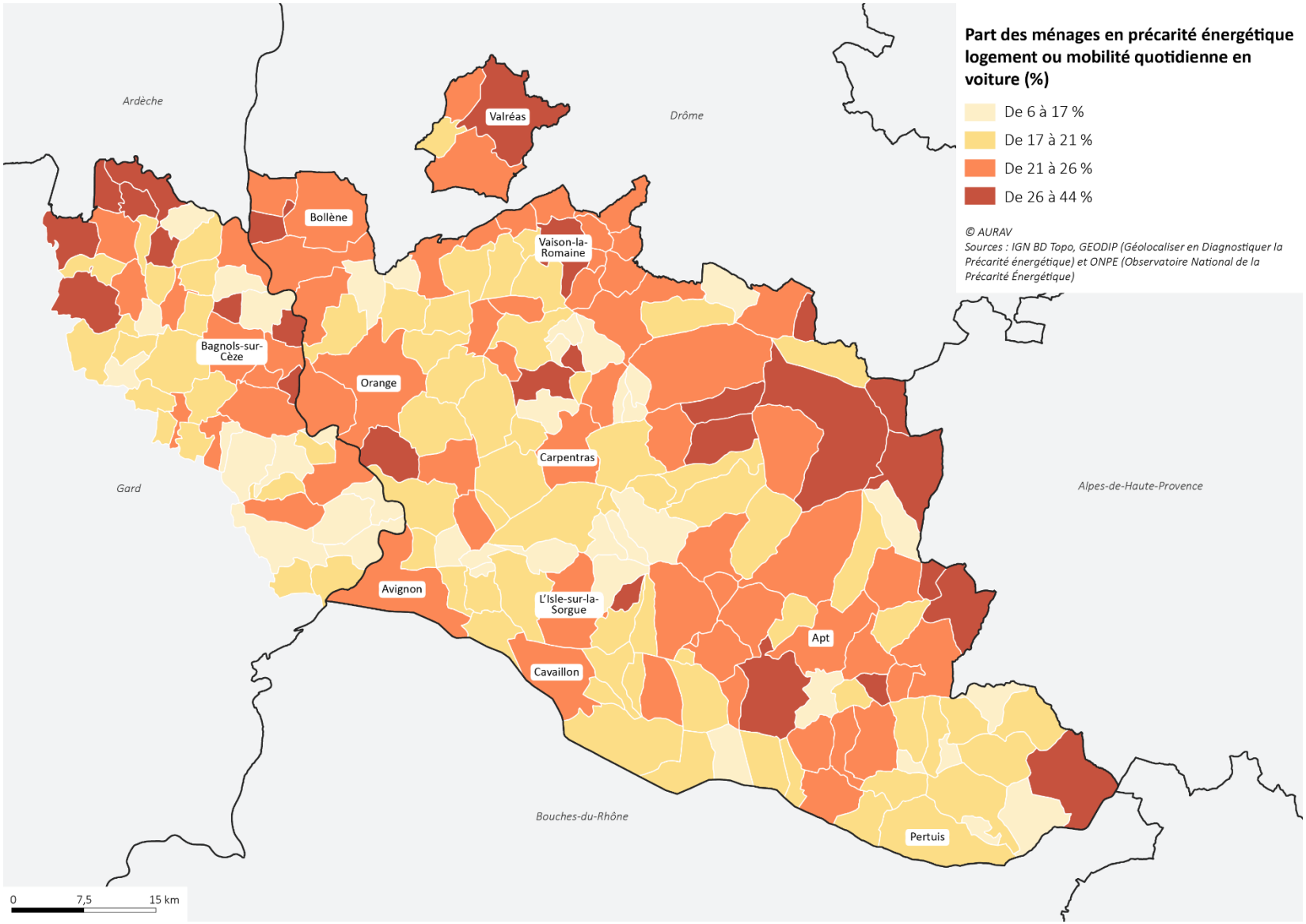
(source : ONPE, 2022)



Une doublé précarité présente dans les centres urbains

Part des ménages en précarité énergétique logement ou transport

(source : ONPE, 2022)



Quid de l'avenir en Vaucluse ?

Un situation qui pourrait s'aggraver rapidement

- Un territoire toujours parmi les plus pauvres
- Des ménages dépendant à l'automobile
- Des logements majoritairement individuels
- Un prix du gasoil et de l'essence qui franchira probablement la barre symbolique des 2€
- Des coûts des énergies qui pourraient être au moins multipliés par 2 à la fin du plafonnement
- Des prévisions qui prévoient une hausse du chômage

Une nécessaire anticipation locale

- Favoriser la rénovation énergétique des logements
- Stopper la standardisation de stratégies uniquement tournées vers l'attractivité des espaces centraux
- Repenser intégralement certains quartiers dans les territoires en déclin via des politiques de démolition massive couplée à une politique de transition énergétique ambitieuse (ex. Vitry-le-François, Marne)
- Organiser l'espace à la bonne échelle avec comme levier l'urbanisme (favoriser les proximités)
- Conforter la mobilité active (vélo et marche) en l'articulant avec les transports en commun (bus et train)
- Coordonner entre eux les documents d'urbanisme (SCoT, PCAET, PLU, PLH …) et certaines politiques publiques
- Mettre en place un observatoire partenarial de la précarité énergétique associant institutionnels, experts et acteurs de terrain

Ordre du jour

1

Définition et contexte national

2

Etat des lieux en Vaucluse et dans le Gard Rhodanien

3

Les enjeux locaux au regard des politiques supra nationales

Entretien avec Camille DEFARD,
Chercheuse en politique européenne de l'énergie à l'Institut Jacques Delors

Echanges - questions

Merci pour votre attention